

Comores/Troubles

Lent retour à la normale dans l'île d'Anjouan

AFP
Mutsamudu/Comores

Samedi, l'armée avait pris le contrôle de la médina dans laquelle étaient retranchés depuis six jours des rebelles opposés au président Azali Assoumani.

LA vie revenait lentement à la normale hier à Mutsamudu, capitale de l'île d'Anjouan, après la prise de contrôle la veille par l'armée de la médina dans laquelle étaient retranchés depuis six jours des rebelles opposés au président des Comores, Azali Assoumani.

L'opération de l'armée s'est faite sans violence pour mettre fin à ce dernier épisode en date des troubles qui ont agité l'archipel des Comores à de nombreuses reprises dans le passé, et qui se solde par la mort de trois personnes. Mais les rebelles ont réussi à s'échapper et leurs armes n'ont pas été retrouvées. Accusé d'avoir armé les rebelles, le gouverneur d'Anjouan Abdou Salami Abdou était détenu hier par la gendarmerie comorienne. "Il a négocié sa reddition, et se trouve en ce moment entre les mains de la gendarmerie", a indiqué à l'AFP le ministre de l'Éducation nationale Mahmoud Salim Hafi, originaire d'Anjouan, qui représente le gouvernement depuis le début de la crise.

Joint au téléphone quelques heures avant sa détention, le gouverneur a nié avoir "un quelconque lien avec les rebelles. Je ne les ai jamais connus, je n'ai jamais armé ces gens-là. C'est un montage". "Je défie quiconque d'apporter la preuve de mon im-



Photo : AFP

La vie reprenait lentement hier son cours normal sur l'île d'Anjouan après une semaine de troubles.

plication dans cette rébellion. Nous avons organisé une manifestation pacifique, et des éléments armés s'y sont infiltrés", assure-t-il, précisant qu'il s'est ensuite caché "pour ne pas prendre une balle perdue". Membre du parti Juwa de l'ex-président Ahmed Abdallah Sambhi, actuellement incarcéré pour corruption et détournement de biens publics, Abdou Salami s'était farouchement opposé au référendum constitutionnel du 30 juillet du président Azali Assoumani, le jugeant illégal et anticonstitutionnel. L'armée poursuivait hier son opération de ratissage pour s'assurer que la vieille ville était suffisamment sécurisée, procédant à la fouille de certains domiciles. La population a été priée de rester à la maison. Place Moroni, dans le centre historique, les militaires déconseillaient,

"pour des raisons de sécurité", de trop s'aventurer à l'intérieur de la médina. "On ne sait jamais, tant qu'on ne sera pas sûr à 100% qu'il n'y a pas un risque des rebelles", expliquait un gradé. Les véhicules restaient rares et seules de frêles silhouettes traversaient les rues. Boulevard Mohamed Ahmed, dans la vieille ville qui a souffert de coupures de courant et d'eau lors des affrontements, des visages apparaissaient aux balcons pour demander aux rares passants "quelques nouvelles de la situation". Propriétaire d'une supérette, Mohamed Adinane est venu vérifier l'état de son magasin. "J'ai trouvé des produits périmés à cause de la coupure d'électricité", dit-il, estimant à "plusieurs millions" le manque à gagner des derniers jours.

L'intervention de l'armée pour reprendre le contrôle du centre de Mutsamudu n'a pas provoqué de liesse particulière et n'a pas rassuré tout le monde dans cette ville où l'opposition au président de l'archipel, M. Assoumani, un ancien militaire putschiste, est majoritaire. "ROULES DANS LA FARINE" • "Où sont les rebelles, où sont les armes... Comment ces enfants ont-ils pu aussi facilement s'évaporer dans la nature avec armes et bagages, alors que la médina était complètement fermée" par le siège de l'armée, se demande un sexagénaire sur le pas de sa porte. "Le gouvernement a été roulé dans la farine", conclut-il. Des photos de présumés rebelles sont entre les mains de l'armée. D'autres, montrant des canettes vides dans une mosquée,

accréditent l'hypothèse d'une présence dans l'édifice religieux.

Les rebelles ont apparemment réussi à fuir pendant les négociations entamées vendredi entre des médiateurs locaux et un représentant du gouvernement de Moroni. Les troubles avaient commencé lundi dernier après une manifestation d'opposants qui avaient érigé des barricades démantelées ensuite par les forces de l'ordre.

Les autorités accusent le parti Juwa, de l'opposant et ancien président de l'archipel Abdallah Sambhi, originaire d'Anjouan, d'être à l'origine des violences. Les opposants accusent en retour le président Assoumani de se comporter en dictateur "de république bananière" et de vouloir se maintenir au pouvoir. Avant un changement de la Constitution adopté par référendum en juillet, la prochaine présidence de l'archipel devait revenir à un représentant d'Anjouan, conformément à un système de rotation entre les trois principales îles des Comores (Grande-Comore, Anjouan et Mohéli).

Mais fort de ses nouveaux pouvoirs renforcés le président Assoumani, ex-putschiste élu en 2016, a annoncé son intention d'organiser un scrutin présidentiel anticipé l'an prochain, ce qui lui permettrait de remettre les compteurs électoraux à zéro et de régner sur l'archipel, en cas de victoire, jusqu'en 2029.

Depuis leur indépendance de la France en 1975, les trois îles des Comores ont connu une vingtaine de coups ou tentatives de coups d'État. La quatrième île de l'archipel, Mayotte, est restée française.

L'Afrique en bref

• Angola/Migrants. 380 000 clandestins expulsés en un mois



Photo : AFP

Environ 380 000 migrants clandestins, pour la plupart originaires de la République démocratique du Congo voisine, ont quitté l'Angola en moins d'un mois au terme de l'opération "Transparence" de lutte contre le trafic de diamants, a annoncé samedi un ministre angolais.

• Cameroun/Enlèvement. Le démenti des autorités

Le gouvernorat de la région anglophone camerounaise du Nord-Ouest a démenti hier l'enlèvement vendredi de six élèves à Bamenda, capitale régionale du Nord-Ouest, en confirmant néanmoins l'attaque du lycée, selon un communiqué.

• Egypte/Politique. Un économiste critique du gouvernement arrêté

Abdel Khalek Farouk, célèbre analyste de l'économie égyptienne et critique du gouvernement a été arrêté hier, après la parution d'un livre dans lequel il analyse la situation du pays en pleine crise économique et sociale, a annoncé son avocat à l'AFP.

• Mali/Attaque. Un soldat tué près du Burkina Faso

Un soldat malien a été tué samedi par des hommes armés dans la localité de Boulékessi (nord), près de la frontière burkinabè, a appris l'AFP hier d'une source militaire et d'un élu local.

• Nigeria/Jihadistes. Deux morts dans le nord-est

Deux personnes ont été tuées et plusieurs blessées lors d'attaques de villages dans le nord-est du Nigeria par le groupe islamiste Boko Haram, ont affirmé hier des militaires et des habitants.

• RDCongo/Politique. Le pouvoir annonce une manif samedi

La coalition au pouvoir en République démocratique du Congo a annoncé hier l'organisation d'une "meeting le 27 octobre" à Kinshasa, au lendemain de la date prévue d'une manifestation de l'opposition.

Mali/Après le report controversé des législatives

Un "front pour sauver" le pays

AFP
Bamako/Mali

Composée d'une dizaine de partis et d'associations de la société civile, cette coalition entend défendre la Constitution et la bonne gouvernance.

UNE dizaine de partis et d'associations de la société civile maliens ont créé hier à Bamako un "front pour sauver le Mali", en défendant sa Constitution et la bonne gouvernance, après le report des élections législatives qu'ils contestent, a constaté un journaliste de l'AFP.

La nouvelle coalition, appelée "Convergences de Forces patriotiques pour sauver le Mali", est composée d'organisations dirigées notamment par d'anciens candidats à la présidentielle, comme l'ancien ministre Moussa Sinko Coulibaly et Oumar Mariko du parti Solidarité africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (Sadi). "C'est unique dans l'histoire de notre pays. Des partis de l'opposition, de la majorité, des partis qui ont appelé à soutenir la candidature du président malien (Ibrahim Boubacar Keita) et d'autres qui l'ont combattu, décident de former un même front pour défendre la République. Ça

veut dire évidemment que c'est du sérieux", a déclaré Oumar Mariko, lors d'une conférence de presse. Les membres du "Front" accusent le pouvoir d'avoir usé "d'un tripatouillage juridique" pour obtenir de la Cour constitutionnelle le report des législatives. Les législatives au Mali prévues en novembre-décembre, ont été reportées à 2019, sur décision de la Cour constitutionnelle, prolongeant de six mois le mandat des députés à la demande de l'Assemblée nationale, a-t-on appris en début de semaine auprès des deux institutions. "C'est un tripatouillage juridique", a dénoncé Housseyni Amion Guindo,

ancien candidat à la présidentielle et ancien membre de la majorité présidentielle. Il a demandé "le respect strict de la Constitution" et appelé "le peuple malien à se dresser contre l'arbitraire". D'autres intervenants ont dénoncé "la mauvaise gouvernance", "la corruption" et "le manque d'initiatives" du gouvernement pour résoudre la crise dans le nord et le centre du pays, régions où persistent les attaques attribuées aux jihadistes. Depuis la proclamation le 20 août par la Cour constitutionnelle de la réélection du président Ibrahim Boubacar Keita

au second tour le 12 août face au chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, les partisans de ce dernier, qui contestent les résultats, ont organisé une série de manifestations contre la "fraude" électorale. Le 6 octobre, les dirigeants d'une trentaine de partis d'opposition, des candidats à la présidentielle, des syndicalistes et des associations, ont annoncé la création d'une "large coalition dénommée Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD)", afin de dénoncer "les fraudes et les nombreuses irrégularités, les bourrages d'urnes et la falsification des résultats". Le parti de M. Cissé fait par-